

CHAMAILLARD Claire

De: "Rémi(Neuf)" [remi.mathieu@neuf.fr]
Envoyé: jeudi 4 décembre 2008 23:53
À: ACNumerotation
Objet: Opportunité de l'ouverture de la tranche 07 aux services mobiles

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Orange

Pièces jointes: 2008_12_04 [RM] {Arcep} Ouverture tranche 07.pdf



2008_12_04 [RM]
{Arcep} Ouvert...

Je vous prie de trouver ci-joint ma contribution à votre consultation.

Les quelques différences entre la présentation de ce texte et le formalisme que vous avez proposé tient au fait que je n'ai pas jugé utile d'acheter le logiciel correspondant au format propriétaire que vous avez utilisé.

En vous en souhaitant bonne réception

Cordialement

--

Rémi Mathieu
APt 348
11, rue de Rungis
75013 Paris

**Consultation publique
sur les besoins futurs en numéros mobiles
et l'ouverture de la tranche 07 au service mobile**

Consultation publique

(7 novembre - 5 décembre 2008)

Contributeur

Nom : Rémi MATHIEU

Activité : Utilisateur

La présente contribution est une courte note de la part d'un utilisateur. Elle ne vise pas à répondre point par point aux 41 questions très détaillées présentées par l'ARCEP mais à exprimer sur l'opportunité de l'affectation de la tranche "07" aux services mobiles une opinion personnelle, à savoir que

l'ARCEP devrait refuser l'affectation aux services mobiles d'une nouvelle tranche du plan de numérotation.

Quelles évolutions ce refus induirait-il ?

La demande des opérateurs mobiles est en effet l'opportunité de les contraindre à faire enfin porter le poids des investissements et des coûts d'exploitation de leurs réseaux sur leurs seuls abonnés.

Et pour ne pas freiner le développement des services mobiles, et les besoins futurs de communication de machine à machine ou de personne à machine, cette décision devrait s'accompagner de la suppression de la spécialisation des tranches "01" à "06". On disposerait ainsi, avec la tranche "09", non spécialisée, de 700 millions de numéros tous usages et toutes zones géographiques confondues.

Et si les autres contributeurs devaient montrer qu'à l'horizon 2020 une telle capacité était encore insuffisante, il resterait la possibilité d'y ajouter la tranche "07" encore inaffectée et même la tranche "08" actuellement utilisée par les services dits à valeur ajoutée pour porter la capacité à 800, voire à 900 millions de numéros.

Une telle hypothèse étant cependant tellement peu vraisemblable qu'on ne s'étendra pas ici sur les solutions possibles pour libérer la tranche "08".

De telles évolutions sont-elles réalistes ?

Initialement, le réseau téléphonique était géographique, composé de réseaux locaux manuellement interconnectés les uns avec les autres par les opératrices de l'Administration des PTT. Nous avons tous présent à l'esprit le sketch que Fernand Reynaud a su en tirer.

Lors de l'automatisation progressive du réseau, la notion géographique, qui sous-tendait la tarification, s'est bien sûr maintenue.

Et, quoi qu'en suggère le texte de la consultation, elle a été maintenue pendant les premiers temps du développement de la téléphonie mobile. Immergés dans la numérotation géographique, les numéros mobiles n'étaient alors pas identifiables en temps que tels. Le formidable essor des services de téléphonie mobile est dû, en partie, à l'ouverture de la tranche "06". Cette ouverture a en effet permis l'identification aux yeux de tous les utilisateurs de la spécificité des appels vers ces numéros et la mise en place d'une tarification plus lourde. Cette excellente initiative a permis d'alléger la charge financière qui ne pesait alors que sur les épaules des rares abonnés aux services mobiles, entravant le développement de masse que nous avons connu depuis.

Depuis plusieurs années, le nombre d'abonnés aux services mobiles a dépassé celui des abonnés aux services fixes. Cependant, les appels depuis les postes fixes vers les postes

mobiles continuent d'en financer le développement, alors qu'au contraire les services fixes pourraient prétendre toucher maintenant le dividende de ces investissements. Pourquoi les abonnés aux services mobiles ne financeraient-ils pas à leur tour, par exemple le développement de l'Internet Haut Débit en zone rurale, ou le déploiement des fibres optiques ?

Les efforts successifs de l'ART puis de l'ARCEP n'ont pas abouti au retour à la normale. Il paraît ainsi judicieux, plutôt que d'affecter la tranche "07" aux services mobiles, de les immerger à nouveau dans la numérotation générale afin de faire disparaître la surcharge imposée aux abonnés aux services fixes.

Ce faisant, il ne s'agirait cependant pas d'un retour vers le passé, mais bien d'un pas vers l'avenir. En effet, la contrainte géographique disparaît peu à peu de la tarification :

- depuis l'ouverture de la tranche "06", la distance qui sépare un abonné mobile de ses correspondants n'est plus un paramètre du tarif appliqué à l'appel,
- le tarif des communications sur le réseau fixe tend à devenir indépendant de la distance, certaines offres allant même jusqu'à intégrer les DOM dans un tarif unique avec la métropole.

Il n'est pas illusoire d'unifier le tarif des appels nationaux, fixes et mobiles confondus, même si cette unification doit momentanément être circonscrite d'un côté à la métropole et de l'autre à chacun des DOM.

Ces deux constats sur les tarifs montrent clairement que, dans le coût d'un appel, les transmissions comptent beaucoup plus faiblement que les deux extrémités. Et quand on réfléchit à la complexité des travaux respectifs nécessaires à la construction des boucles locales filaires d'une part et celle des boucles locales radioélectriques d'autre part, on comprend mal qu'un appel vers un mobile soit plus onéreux qu'un appel vers un fixe, même s'il faut rémunérer les propriétaires des points hauts.

Et si après une analyse détaillée de ces aspects, il s'avérait qu'un appel vers un poste mobile est effectivement plus onéreux qu'un appel vers un poste fixe, alors il conviendrait de faire porter ce coût spécifique sur les seules épaules des abonnés aux services mobiles, maintenant suffisamment nombreux pour supporter cette charge. Et on ne verrait plus des utilisateurs finals ne s'abonner qu'à un service mobile, repoussant ainsi sur les épaules de leurs correspondants une partie des charges qui leur sont imputables. Les arguments des opérateurs mobiles ne devraient avoir aucun poids face à l'adage qui affirme, à juste titre, que le décideur doit être le payeur.

Supprimant la notion géographique du plan de numérotation on ouvre la voie à la portabilité géographique des numéros, forte demande des utilisateurs, et plus particulièrement des entreprises.

Toute distinction entre les tranches "01" à "05", "06" et "09" ayant été supprimée, il ne serait alors plus nécessaire d'affecter à chacun d'entre nous autant de numéros que de situations dans lesquelles il peut se trouver pour recevoir ses appels. Les réseaux sont largement capables d'alerter à partir d'un numéro unique simultanément plusieurs

terminaux, d'un côté le portable, de l'autre le poste du domicile principal et celui de la résidence secondaire pour un particulier, ou le poste du bureau pour un professionnel.

Une telle évolution sort du cadre de la présente consultation et il ne paraît pas utile de la développer ici, si ce n'est pour faire remarquer qu'en réduisant le nombre de numéros nécessaires, elle augmenterait la capacité absolue du plan de numérotation.

De telles évolutions sont-elles prématurées ?

C'est peut-être ce que les opérateurs essaieront de démontrer, puisqu'ils sont évidemment conscients, comme tous les acteurs du secteur, du réalisme des évolutions évoquées ci-dessus.

Si tel est le cas, il sera intéressant d'analyser l'objectivité de leurs arguments sachant que :

- l'imputation des coûts des services mobiles à leurs seuls abonnés était la règle en vigueur il y a une dizaine d'années, et qu'il a y été dérogé dans le seul but d'ouvrir ces services au plus grand nombre, ce qui est maintenant effectif ;
- la tranche "09" n'impose aucune contrainte ni sur la mobilité ni sur la localisation géographique des utilisateurs finals.

Si les opérateurs ne développent pas de tels arguments, alors pourquoi ne pas s'engager dans cette nouvelle voie ?